

UËL: la comp tivit  de l'économie luxembourgeoise doit être la priorité du prochain Gouvernement

«Reconquérir le maillot jaune»



Michel Wurth, président de l'UËL (m.): agir dans le dialogue social et en toute transparence

Photo: F. Aussems

«Le Luxembourg est le pays avec le plus haut niveau de vie et les plus hautes rémunérations. Il faut aussi qu'il redevienne le numéro un en matière de compétitivité». Michel Wurth, président de l'Union des Entreprises Luxembourgeoise, organisation faïtière des organisations patronales, n'a pas manqué hier lors de la présentation du «Bilan et perspectives 2008» de souligner la préoccupation de l'UEL face à la perte de terrain du Grand-Duché dans les indicateurs internationaux de compétitivité. Ainsi, selon l'indicateur synthétique de l'Observatoire de la Compétitivité, dirigé par le directeur du STATEC, le Luxembourg est passé de la sixième place en 2006 à la neuvième en 2007. D'autres indicateurs internationaux confirment la tendance vers le bas.

Faiblesses structurelles

Et Wurth d'inviter les partis politiques et d'ores et déjà le prochain gouvernement à placer le sujet - multi-facettes, s'il en est - au top de l'agenda. «Nous devons reconquérir le maillot jaune», a indiqué le président de l'UEL, rappelant que les mesures de la tripartite de 2006, placée d'abord sous le signe de l'amélioration de la compétitivité pour virer en fin de compte plutôt vers l'assainissement des finances publiques, n'auront pas été suffisantes pour permettre à l'économie luxembourgeoise de mieux se positionner sur les marchés globaux. Touchés, il est vrai, pour l'instant par une crise financière et économique générale et universelle qui n'aura bien évidemment pas

épargnée l'économie très ouverte du Grand-Duché. Heureusement peu endetté, mais affaibli d'une série de faiblesses structurelles qui ont notamment conduit entre 2000 et 2008 à un recul de la productivité globale des facteurs de production (PGF) plus importante que dans les pays voisins (le Luxembourg a vu un recul de 3,6% du PGF au cours des huit dernières années alors que le PGF allemand par exemple a progressé de 6,9%) alors que le coût salarial unitaire a reculé moins rapidement (-0,3% contre -6,5% en Allemagne par exemple). Le Grand-Duché pâtit par ailleurs d'un différentiel de l'inflation beaucoup plus élevé que dans les pays voisins, un différentiel qui, doublé d'une adaptation automatique des salaires, aurait largement contribué à la perte de la compétitivité-coût du Luxembourg, selon l'UEL. Parmi les faiblesses, l'organisation cite par ailleurs le «paradoxe» du marché du travail luxembourgeois qui créé de nombreux emplois mais ne réussit pas à contenir la montée du chômage, la position de tête du Luxembourg en matière de dépenses annuelles par élève et le faible taux de diplômés ainsi que la position de leader du Grand-Duché en matière de transferts sociaux, dont le manque de sélectivité constitue selon UEL une incohérence du système luxembourgeois.

Pour l'organisation patronale, il est évident que des réformes structurelles s'imposent pour parer à ces problématiques - sans doute dans un futur qui s'est rapproché à grands pas ces derniers mois alors qu'il devient de plus en plus évident que le

pays ne pourra plus compter sur des taux de croissance annuels du PIB de 4% en moyenne. La plupart des calculs de viabilité des systèmes sociaux reposent encore et toujours sur cette hypothèse - fortement compromise depuis quelques mois.

100 mesures efficaces et socialement responsables

Evident dès lors pour l'UEL qu'il faut agir vite. Faisant référence à son document «100 mesures pour redresser la compétitivité et relancer l'activité économique», présenté au comité de coordination tripartite le 3 mars dernier et que Michel Wurth a défendu hier comme «socialement responsable», l'organisation voit la nécessité d'agir à trois niveaux pour que le pays sorte «renforcé» de la crise.

A court terme, il s'agirait ainsi de parer aux effets des turbulences financières et économiques par des mesures de relance conjoncturelle, de soutien aux entreprises, et d'actions sur le marché du travail notamment en adaptant la législation sur le chômage partiel. Ce programme de conjoncture, préparé en commission tripartite, vient de passer la Chambre des Députés cette semaine.

Ensuite, il faudrait s'appliquer à rétablir la compétitivité. L'UEL voit dans ce contexte entre autres la mise en place d'une politique anti-inflationniste et le maintien des charges sociales patronales à un faible niveau. Il faudra par ailleurs discuter du système d'indexation automatique des salaires. La proposi-

tion des patrons, qui verraient d'un bon oeil la prolongation de la modulation de l'index décidée en 2006 au-delà de 2010, est connue: ils plaident pour une limitation de l'indexation automatique à 1,5 fois le salaire social minimum. Pour l'UEL, il faudra par ailleurs valoriser davantage les effets de synergie au niveau des organismes de sécurité sociale et continuer la lutte contre l'absentéisme - dans le contexte du statut unique qui sera évalué en 2011 en plus tard.

Quant aux réformes structurelles, l'UEL voit plusieurs grands chantiers: la réduction des charges administratives, la promotion du site économique luxembourgeois, le développement d'infrastructures permanentes, la promotion de la recherche et du développement, le soutien à l'emploi et à la formation, la réforme du financement du régime général de pension - d'ailleurs à l'étude au sein de l'UEL pour l'instant, un rapport étant attendu pour l'automne, selon Michel Wurth - et l'assurance de la viabilité des finances publiques.

Et le président de l'UEL de souligner que toutes ces discussions doivent se dérouler selon le «modèle luxembourgeois», dans le dialogue social et en toute transparence. A propos transparence: pour ses membres et un large public, l'UEL a désigné les différents programmes électoraux et les a confrontés surtout au niveau des propositions pour l'économie et le système social. Résultats à consulter sur le site de l'organisation - www.uel.lu - dans dix jours.